
Tourisme, écotourisme et stratégies de développement dans la Caraïbe

OLIVIER DEHOORNE, PASCAL SAFFACHE ET DOMINIQUE AUGIER

Résumés

Le secteur du tourisme et des services s'est imposé comme le véritable moteur des économies insulaires de la Caraïbe depuis la fin de années 1980, décennie. Dans ces territoires confrontés à la crise des traditionnelles économies de plantations, le tourisme a pris une importance considérable (19,2 milliards de dollars US pour une croissance moyenne annuelle de 7% depuis 1990). Cependant les modalités du développement touristique actuelles ne sont pas sans poser certains problèmes d'ordre économique (faiblesses des retombées locales) et environnemental (concentration des flux). Les territoires de la Caraïbe insulaire développent de nouvelles stratégies touristiques autour de l'écotourisme

Tourism has become the driving force of the island economies of the Caribbean basin since the latter part of the 1980s. Within this island realm, the traditional plantation economies have gone through an economic crisis while tourism. On the other hand, has taken on considerable importance (19.2 billion dollars and a 7% annual growth rate since 1990). Nevertheless this growth has not been without its economic problems (a low level of local linkages) and environmental (concentration of tourist flows). Caribbean island tourism is now concentrating its efforts on developing new strategies based on ecotourism perspectives. Tourism, ecotourism and development strategies in the Caribbean

Entrées d'index

Mots-clés : Îles, stratégies de développement, Caraïbe, tourisme, Ecotourisme

Keywords : Islands, Development Strategies, Caribbean, tourism, Ecotourism

Texte intégral

- 1 Au cours de la dernière décennie, le secteur du tourisme et des services s'est imposé comme le véritable moteur des économies insulaires de la Caraïbe. Dans ces territoires confrontés à la crise des traditionnelles économies de plantations -crise accélérée par la libéralisation des marchés comme celui de la banane-, le tourisme n'a cessé de prendre de l'importance. Ces revenus, soutenus par une croissance moyenne annuelle de 7% depuis 1990, atteignent désormais 19,2 milliards de dollars US (OMT, 2005). Les attentes envers ce secteur d'activité sont donc considérables. Cependant, en dépit de l'ampleur des volumes financiers qu'il draine dans la région, les modalités du développement touristique ne sont pas sans poser certains problèmes (Dehoorne, 2006). L'intérêt en terme d'emplois est indéniable mais les effets d'entraînement pour les sociétés et territoires d'accueil sont considérés comme bien insuffisants. De plus, la concentration spatiale des touristes et les fortes consommations qui

caractérisent ces pratiques accentuent les processus de dégradation des ressources. Les charges touristiques enregistrées ponctuellement posent inéluctablement la question de la gestion des ressources (l'accès à l'eau potable, les volumes de consommations en général, la gestion des déchets...). Autant d'éléments qui nécessitent de reconsidérer les logiques touristiques et les stratégies de développement dans la région caribéenne¹.

- 2 C'est dans ce contexte que la réflexion autour de l'écotourisme prend tout son sens. Il s'avère indispensable d'envisager de nouvelles approches touristiques, complémentaires et originales, mieux intégrées aux milieux et sociétés d'accueil, susceptibles d'introduire des alternatives au classique tourisme balnéaire de masse et de s'inscrire dans une perspective de développement durable. En effet, l'écotourisme, qui apparaît dans l'espace caribéen dans les années 1980, avec comme référence régionale les expériences costariciennes (Weaver 1994, Raymond 2007), autorise une relecture des ressources locales qui peuvent être désormais envisagées au-delà des habituels clichés de la tropicale insulaire que sont les plages de sable fin bordées de cocotiers, les lagons, les longs couchers de soleil aux couleurs chaudes qui se fondent dans les soirées caribéennes fantasmées. L'écotourisme permet de prendre la mesure d'une autre dimension de la Caraïbe, au-delà des « 4 S » (Pattulo, 1996 ; Sheller, 2003 ; Duval, 2004). D'autres regards se posent sur les richesses des récifs de coraux, des forêts, des cultures caribéennes. L'expérience touristique sort alors des décors de cartes postales, des lieux internationaux uniformisés (du type Cancun ou Varadero).
- 3 Dans le cadre de cette réflexion, notre objectif est d'étudier les enjeux et les stratégies qui se dessinent autour de l'écotourisme dans la région caribéenne. Dans quelle mesure l'écotourisme peut-il permettre de tirer un meilleur parti des demandes touristiques pour les sociétés locales et de mieux gérer les ressources dans la perspective d'un développement durable ? A travers les stratégies politiques qui s'organisent autour de l'écotourisme, le développement touristique des pays caribéens amorce une nouvelle étape : de l'avènement du tourisme de masse à la rationalisation des consommations, des revenus générés et de l'usage des ressources.

I. Des pratiques élitistes au tourisme de masse, vers une redéfinition des lieux touristiques dans l'espace caribéen

- 4 A la fin du XX^e siècle, en l'espace de deux décennies, les îles de la Caraïbe sont passées du rang de territoires lointains, réservés à quelques élites nord-américaines et européennes, à celui de nouvelles destinations du tourisme de masse. La fréquentation des îles caribéennes est passée de 8,7 millions de touristes internationaux en 1990 à plus de 19 millions en 2004 ; elle atteignait à peine 3,5 millions en 1970 (Caribbean Tourism Organisation ; OMT, 2005). Au tourisme de séjour, s'ajoutent le tourisme de croisière (officiellement plus de 17 millions de personnes mais les comptages d'un même croisiériste se répètent au gré des escales) et la navigation de plaisance qui donnent une nouvelle dimension à cet espace. Au total, nous pouvons considérer que les îles et rivages de la Caraïbe (hors Etats-Unis) ont accueilli plus de 40 millions de touristes internationaux en 2004 (OMT, 2005).
- 5 Le tourisme international est soutenu par l'affirmation de quelques grandes destinations reconnues comme les stations mexicaines de la région de Cancun et des grandes îles de la Caraïbe (Porto-Rico, Cuba, la République dominicaine ; cf. tableau I). Si globalement le volume d'activités apparaît relativement modeste (loin des niveaux de fréquentations des rivages du nord de la Méditerranée), celui-ci doit être reconsidéré au regard de l'exiguïté des territoires d'accueil, de l'importante concentration des flux sur quelques secteurs d'accueil privilégiés et de leur niveau de peuplement respectif. A titre d'exemple, une réflexion autour d'un indicateur comme la densité touristique (qui peut par exemple mesurer le nombre de touristes internationaux par habitant) permet de souligner le poids du tourisme : ainsi l'ensemble de la Caraïbe insulaire compte un touriste pour 5 habitants. Le ratio s'élève

localement à 1 pour 9 dans les îles Turks et Caïques et il atteint 1 pour 14 dans les Îles Vierges britanniques.

Tableau I. Les dix premières destinations touristiques de la Caraïbe insulaire * estimations (World Tourism organization)

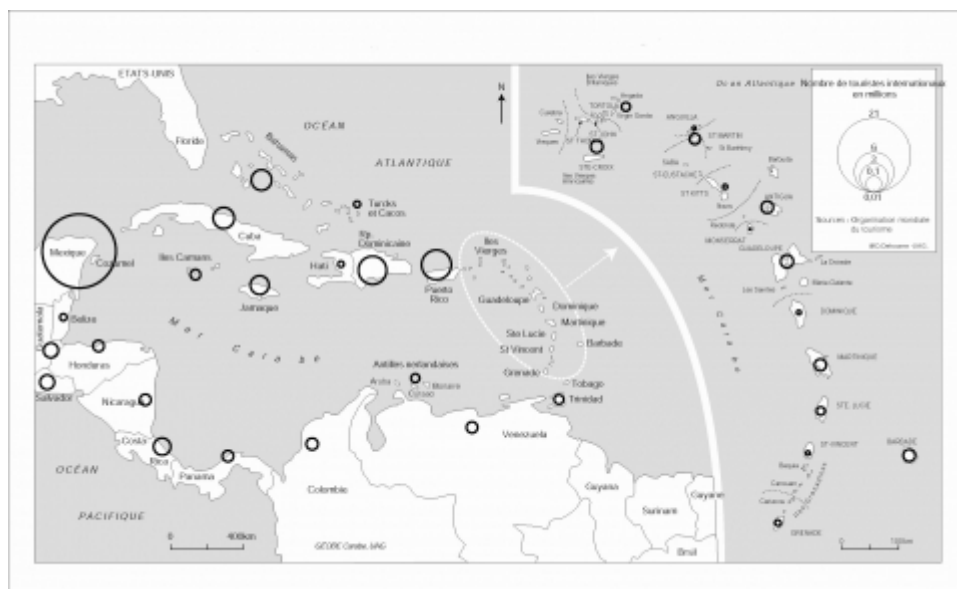
Caraïbe insulaire	1990	1995	2000	2004 *
Porto-Rico	2 560 000	3 131 000	3 341 000	3 541 000
République dominicaine	1 305 000	1 776 000	2 978 000	3 450 000
Cuba	327 000	742 000	1 741 000	2 017 000
Bahamas	1 562 000	1 598 000	1 544 000	1 561 000
Jamaïque	989 000	1 147 000	1 323 000	1 415 000
Aruba	433 000	619 000	721 000	728 000
Barbade	432 000	442 000	545 000	552 000
Iles Vierges Américaines	463 000	454 000	446 000	544 000
Saint-Martin	545 000	449 000	432 000	475 000
Martinique	282 000	457 000	526 000	471 000

- 6 Les flux se diffusent plus largement à l'intérieur de cet espace qui demeure inégalement touristique (figure 1). Certains pays enregistrent des fréquentations marginales comme Haïti qui reçoit moins de 100 000 touristes ; le pays a enregistré une perte annuelle moyenne de 9% depuis 2000. D'autres territoires comme les Antilles françaises ne parviennent plus maintenir leur position à l'échelle régionale (moins d'un demi-million de visiteurs pour chacune de ces îles). Le tourisme est très sensible aux conditions de sécurité et d'accueil en général comme le démontrent les fluctuations des niveaux d'activité sur les rivages sud-américains de la Caraïbe considérablement fragilisés tout au long de la décennie écoulée par l'insécurité et les tensions sociales. Ces derniers amorcent une reprise progressive depuis 2000 avec des croissances annuelles moyennes respectives de 1,2% et 9,2% pour le Venezuela et la Colombie.
- 7 Les grandes îles de la Caraïbe ont opté pour des stratégies de masse. Elles s'organisent autour d'importants complexes balnéaires à partir desquels sont proposés des séjours à des coûts relativement faibles. L'exemple de Cuba est significatif à égard : au début des années 1990, l'île a retrouvé son niveau d'activité de 1957 ; puis en 2004 le seuil des deux millions de touristes est franchi. Certaines destinations sont consacrées tourisme de luxe, à dominante américaine, comme Iles Caimans, Turks et Caïques, Tobago et Saint-Barthélemy. Ces îles restent en quelque sorte des « paradis » préservés, isolés du reste du monde. Les volumes des capacités d'accueil sont volontairement réduits. D'autres territoires présentent des formules mixtes où se côtoient juxtaposées des structures hôtelières de qualité (classes supérieures) et quelques formules d'hébergement à des prix plus modérés comme les « *guest house* » ou « *bed and breakfast* » de la Barbade et de Porto Rico.
- 8 L'avènement du tourisme de masse s'accompagne d'un redéploiement des fonctions touristiques dans l'espace caribéen. Les élites se préservent quelques lieux anciennement mis en tourisme et s'inventent de nouveaux refuges paradisiaques « épargnés » par les vols charters comme dans les îles côtières du Golfe de Honduras. La préservation de lieux réservés aux élites s'effectue à travers des critères financiers (comme à Saint Barth, Moustique, etc.) ou/et avec l'appui d'arguments écologiques.
- 9 Des nouveaux complexes balnéaires, spacieux et enclavés, à l'écart des espaces urbanisés, accueillent les classes moyennes occidentales qui séjournent dans la Caraïbe (comme Isabela à Porto-Rico). A l'inverse, d'autres stations plus anciennement touristiques perdent de leur valeur, notamment sous l'effet d'une urbanisation peu maîtrisée source de nuisances multiples et variées (embouteillage, pollutions, petite criminalité). Ces dernières s'ouvrent alors

destinées aux clientèles nationales qui réinvestissent ces anciens « hauts lieux » du tourisme international (cf. Porto-Rico, la Barbade, les Antilles françaises).

- 10 Les logiques touristiques antagonistes (pratiques élitistes et tourisme de masse) se fondent alors dans la complexité des sociétés d'accueil ; de nouvelles associations d'intérêts se dessinent et les différents protagonistes usent régulièrement des arguments d'ordre écologique pour défendre leurs intérêts.

Les touristes internationaux dans l'espace caribéen en 2003



II. Revenus touristiques et enjeux pour les économies locales.

- 11 L'économie touristique de la Caraïbe est relativement jeune. Elle n'a commencé à suppléer les revenus issus des traditionnelles économies de plantation qu'à partir de la fin des années 1980. Sa prédominance n'a cessé de s'affirmer ; le secteur est désormais le principal pourvoyeur de devise. Les revenus du tourisme international procurent quelques 19 milliards de dollars US aux économies de la Caraïbe insulaire (OMT, 2005) mais leur diffusion reste très inégale (tableau 2). Les emplois touristiques, estimés à 400 000 en 1990 (Gayle & Goodrich, 1993), sont désormais de l'ordre de 2,5 millions (World Travel and Tourism Council [WTTC], 2001). Le secteur touristique soutient donc directement et indirectement 15,5% des emplois de la région –contre 6,3% des emplois à l'échelle mondiale. Ces chiffres doivent également être considérés au regard des caractéristiques de ces territoires, de leur niveau de peuplement et de leurs ressources économiques. Dans certains cas, le tourisme procure les deux tiers des emplois (Iles Vierges américaines) et ses revenus peuvent approcher les 20 000 dollars US par habitant (Iles Caimans).

Tableau 2 Les revenus du tourisme de 1998 à 2002 dans la Caraïbe (en millions de US\$) (Organisation du Tourisme de la Caraïbe, 2004)

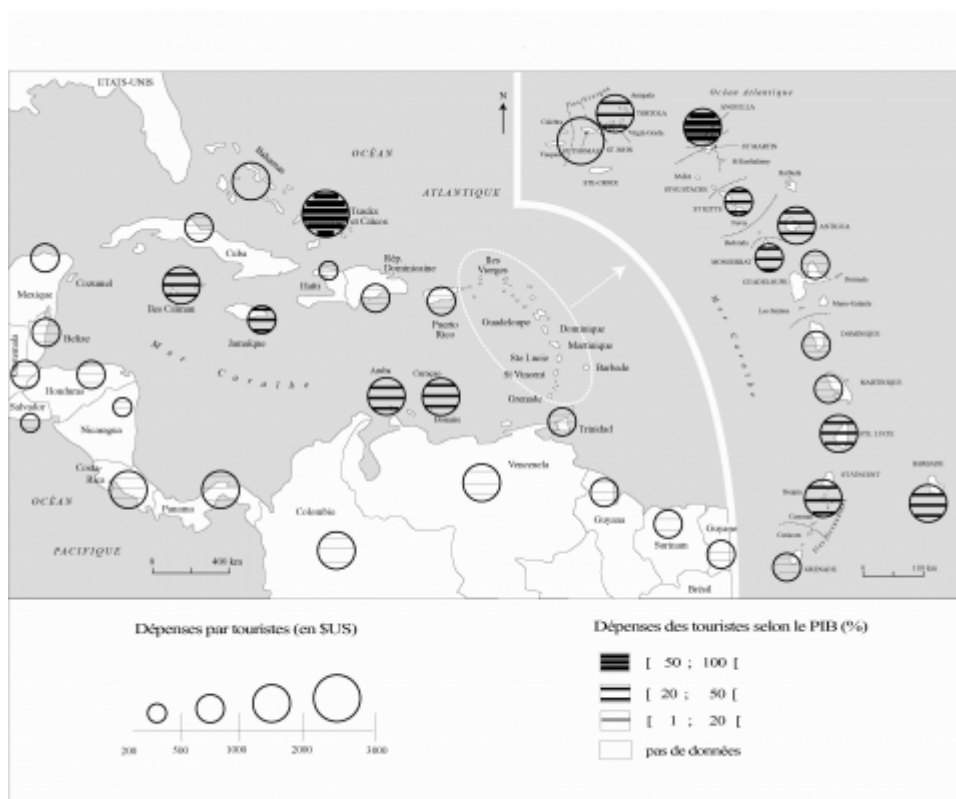
Destination	1998	1999	2000	2001	2002	%
Les pays de l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OECS)	1 184,2	1 249,1	1 275,8	1 216,9	1 256,8	6,7
Anguilla	61,7	57,7	56,3	62,5	58,0	0,3
Antigua et Barbuda	281,6	290,0	290,5	272,1	273,8	1,5

Iles Vierges britanniques	255,4	299,9	315,1	313,9	358,8	1,9
Dominique	46,5	50,7	48,8	46,9	44,7	0,2
Grenade	112,2	119,0	124,9	112,7	123,5	0,7
Montserrat	5,6	8,1	9,0	8,5	8,7	0,0
Saint-Kitts et Nevis	76,0	67,7	58,4	61,9	56,1	0,3
Sainte-Lucie	272,0	279,6	297,4	258,4	256,2	1,4
Saint-Vincent et les Grenadines	73,2	76,5	75,3	80,2	82,0	0,4
Les Antilles néerlandaises	1 338,9	1 387,2	1 508,3	1 540,0	1 475,4	7,8
Aruba	621,5	661,6	737,0	739,3	654,1	3,5
Bonaire	43,4	62,7	62,0	64,4	63,0	0,3
Curaçao	261,1	220,2	226,7	252,7	272,5	1,4
Saint-Martin	412,9	442,7	482,6	483,6	485,8	2,6
Les Antilles françaises	692,2	662,8	746,4	679,7	n.a	n.a
Guadeloupe	390,1	400,2	454,2	435,3	n.a	n.a
Martinique	302,1	262,6	292,2	244,4	232,5	1,2
Les Territoires américains	3 173,5	3 093,4	3 680,1	4 050,6	3 726,5	19,8
Porto-Rico	2 232,9	2 138,5	2 387,9	2 728,1	2 486,4	13,2
Iles Vierges américaines	940,6	954,9	1 292,2	1 322,5	1 240,1	6,6
Autres pays ou régions	10816,3	11 965	12 604	11981,4	11722,3	62,2
Cancun (Mexico)	1 808,7	2 143,7	1 805,2	1 601,9	1 428,8	7,6
Cozumel (Mexico)	398,3	320,0	349,8	371,4	n.a	n.a
Cuba	1 571,0	1 714,0	1 948,2	1 840,4	1 769,1	9,4
République dominicaine	2 141,7	2 524,0	2 895,0	2 798,3	2 735,8	14,5
Haïti	56,0	55,0	56,0	54,0	54,1	0,3
Suriname	43,7	58,2	44,0	50,0	47,0	0,3
Bahamas	1 354,1	1 582,9	1 737,9	1 647,6	1 762,1	9,3
Barbade	703,0	666,2	711,3	686,8	647,8	3,4
Belize	108,3	111,5	120,2	120,5	132,8	0,7
Bermudes	486,8	476,4	431,0	350,5	378,8	2,0
Iles Caïmans	533,6	524,6	559,2	585,1	607,0	3,2
Guyane	55,8	61,4	86,8	86,6	95,0	0,5
Jamaïque	1 197,1	1 279,5	1 332,6	1 233,0	1 209,5	6,4
Trinidad et Tobago	201,2	209,6	212,8	214,3	211,4	1,1
Turks et Caïcos	157,0	238,0	314,0	341,0	271,6	1,4
Total	17205,0	18357,5	19814,6	19468,6	18848,9	100

12 Le tourisme est devenu une activité primordiale dans la plupart des économies de la région (figure 2) ; ses recettes peuvent facilement couvrir plus de la moitié du PNB comme à Sainte-Lucie (64%), Antigua et Barbuda (74%), les IVB (82%) et le record appartient aux îles Turks et Caïques avec 91% du PNB (292 millions de dollars US de revenus en 2002, contre 37 millions en 1990). Ces revenus connaissent des progressions significatives dans les nouvelles destinations comme Cuba (1 915 millions de dollars US en 2004 contre 963 une décennie plus tôt) ou la République dominicaine (de 900 millions de dollars US en 1990 à 3 180 en 2004). L'impact est considérable pour les économies des pays en développement comme Panama (172 millions en 1990 puis 685 millions en 2004) ou l'Honduras (de 29 à 396 millions, avec une croissance annuelle moyenne de 26,6 % depuis 2000).

13 En dépit de l'importance des flux financiers qui traversent ces territoires, la part des revenus qui contribue véritablement au développement de ces nations est considérée comme insuffisante. Plusieurs raisons expliquent la faiblesse de l'effet d'entraînement attendu : tout d'abord l'importance du séjour *all-inclusive*, principalement conçu et acheté dans le pays d'origine du consommateur ; la part la plus confortable des revenus appartient alors à ceux qui contrôlent alors le marché. Il faut également souligner l'importance des capitaux étrangers dans la région (plus de 60 % des structures hôtelières appartiennent à des ressortissants extérieurs à la région) et les enjeux autour de l'approvisionnement des lieux touristiques où les logiques internationales, globales, priment. Les possibilités d'implication des populations locales dans le processus touristique sont alors limitées. Ces îles fonctionnent davantage comme de simples supports d'accueil qui s'inscrivent dans une logique internationale où les perspectives de participation locale sont réduites (faute de capitaux et d'accès aux marchés émetteurs). C'est donc dans ce contexte (où l'importance des flux touristiques et des ressources des îles contraste avec la faiblesse des revenus) que s'impose la réflexion sur la recherche de nouvelles alternatives, mieux ancrées dans les territoires et sociétés d'accueil, pour un véritable projet de développement touristique durable. L'écotourisme est alors au cœur des nouvelles propositions (Breton, 2001 ; Dehoorne, 2006).

Les dépenses des touristes internationaux dans l'espace caribéen en 2003



Source: Caribbean Tourism Organization (CTO)

@O.Dehoorne - UAG

III. Un intérêt croissant pour l'écotourisme

- 14 Notion évolutive, difficile de cerner, l'écotourisme recouvre une diversité de réalités et sa définition ainsi que la détermination de son objet n'échappent ni à l'ambiguïté ni à la controverse. Assimilé dans un premier temps à une forme de tourisme de faibles impacts pour les environnements physique et culturel, le concept s'est élargi pour intégrer les idées de préservation des ressources naturelles (comme dans les aires protégées) et culturelles dans le cadre de stratégies de développement touristique durable capables d'engendrer des avantages économiques significatifs en impliquant les communautés locales dans la conduite des projets (Lequin, 2001 ; Blangy *et al.*, 2002 ; Augier, 2005).
- 15 Forme de tourisme éthique qui propose de « voyager de manière responsable dans des sites naturels tout en aidant à la conservation de l'environnement et en ayant un impact positif sur les conditions de vie des populations locales » (The Ecotourism Society, 2004), l'écotourisme contribue à promouvoir une éducation à l'environnement auprès de visiteurs avertis, désireux d'apprendre et de participer à la protection de l'environnement tout en soutenant des projets de développement porteur de principes et de valeurs. Les potentialités sont importantes tant au niveau des stocks de clientèles disponibles que des volontés et des ressources des sociétés d'accueil. Mais évidemment, de la théorie à la pratique, les programmes sont plus ou moins rigoureux et quelques entreprises commerciales peu scrupuleuses n'hésitent pas à entretenir un certain flou (notamment avec un foisonnement des labels trop souvent aléatoires) pour tirer quelques avantages d'un marché émergent qui se structure difficilement.

III.1 Les motivations d'ordre économique et environnemental

- 16 Le tourisme est une activité essentielle pour l'économie caribéenne qui vient en quelque sorte à la rescousse des économies de plantation mais compte tenu des logiques du système commercial et de l'intense concurrence régionale, les réflexions autour du coût des prestations et des retombées effectivement pour l'économie locale sont cruciales. Or l'une des ambitions de l'écotourisme est de contribuer davantage au bien-être des communautés locales et/ou d'aider à financer des aires protégées.

Tableau 3 Les retombées économiques de l'écotourisme (D'après The Ecotourism Society, 2004 ; Fundación Programa Andes Tropicales – Venezuela, Bioplaneta - Mexique)

Pour un budget de 1000 dollars US (hors coût du transport international)

Part restant dans l'économie locale	60%
1. Hébergement et restauration (petites structures familiales ou communautaires dont l'approvisionnement s'organise à partir des ressources de la société d'accueil)	30%
2. Transports et déplacements locaux (transports privés ou communautaires, spécifiques ou à la disposition de toute la communauté, appartenus localement)	10-20%
3. Services et prestations diverses (reposant sur des ressources humaines locales : les guides, l'initiation à des activités artisanales, encadrement d'activités ludiques)	10-12%
4. Soutien de projets de développement locaux (projets communautaires destinés à consolider l'encadrement éducatif et médical, à soutenir des programmes environnementaux ou encore l'ouverture de nouvelles structures touristiques)	6-10%
Part investie hors de la l'économie locale (administration, communication et relais commerciaux, partenariat avec des guident nationaux ne résidant pas dans la zone d'accueil)	40 %

- 17 S'organisant à partir de flux diffus et modestes, ses ressources économiques de l'écotourisme restent limitées. C'est pourquoi sous l'angle strictement touristique,

l'écotourisme peut apparaître comme un processus de diversification de l'offre touristique d'un pays et non l'unique voie pour un développement du tourisme. Cependant sur le plan des stratégies de développement, la diffusion de ces revenus dans le cadre de territoires isolés, confrontés à une grande pauvreté, peut effectivement avoir un effet appréciable sur le bien-être des populations. L'écotourisme contribue à la création d'emplois spécifiques (guide, artisanat) au sein des communautés locales, à l'amélioration de l'habitat à travers des petites unités d'hébergement chez l'habitant avec une revalorisation de la place des femmes. Les pratiques écotouristiques introduisent des revenus complémentaires qui circulent au sein de la communauté et qui soutiennent des projets communautaires comme en matière d'éducation (en soutenant l'école du village) et en matière médicale (construction et animation de dispensaire).

III.2 Une nouvelle lecture des richesses culturelles

18 La « rencontre », « l'art de la rencontre », est au cœur des pratiques écotouristiques : la rencontre avec d'autres environnements, d'autres sociétés et populations aux modes de vie et cultures originaux. L'impact de ces contacts est complexe à évaluer. « Les impacts sociaux et culturels du tourisme sont les façons par lesquelles le tourisme contribue aux changements dans les systèmes de valeur, les comportements individuels, les relations familiales, les modes de vie collectifs, le niveau de sécurité, la conduite morale, les expressions créatives, les cérémonies traditionnelles et l'organisation des communautés » (Fox², 1977 cité par Lequin, 2001). Des attitudes ou des actions en apparence anodines peuvent avoir des conséquences imprévues et irréversibles sur les structures sociales ou sur les traditions des communautés locales. Comme le souligne Lequin, l'un des impacts les plus néfastes infligés aux communautés par le tourisme est la commercialisation des rites culturels traditionnels, comme l'observation des cérémonies religieuses, avec « l'effet de jardin zoologique », parce qu'il n'y a aucune interaction entre les visiteurs et les visités. Et à l'inverse, dans certaines situations, lorsque le projet est établi sur des bases respectueuses avec une réelle participation locale, le tourisme peut être un instrument de revivification ou de revalorisation de pratiques culturelles parfois oubliées par les autochtones et contribue ainsi à reconstruire une identité collective.

19 La fragilité vient ici de l'ouverture de territoires et sociétés traditionnelles, plus vulnérables, qui ont longtemps évolué en marge des processus de modernisation. D'où l'importance de l'implication des populations locales, de leur appropriation de l'activité et d'une cohérence dans la définition des objectifs soutenus par une réelle démocratie participative. Mais soulignons que dans l'espace caribéen, ces populations marginalisées appartiennent souvent à des minorités discriminées. Le bon usage de l'écotourisme et du tourisme en général peut alors aider à la revalorisation des cultures traditionnelles méprisées comme dans le cas des Indiens du Guatemala ou du Chiapas. En effet le tourisme a un aspect positif pour ces communautés confrontées à un racisme séculaire ; par exemple les visiteurs séduits par l'artisanat traditionnel sont à l'origine d'un regain d'intérêt pour les tissages traditionnels et le marché du textile connaît une forte croissance économique. Des coopératives de tissage se sont constituées dans tous les lieux visités et la limitation des intermédiaires assure de meilleurs revenus localement. La curiosité des voyageurs et leur goût pour les créations indiennes contribuent également à développer la tolérance au sein de la société guatémaltèque.

20 Bien évidemment, l'approche théorique qui permet d'identifier des atouts incontestés doit être confrontée à la réalité des démarches et des processus initiés sur le terrain. Compte tenu de l'importance des enjeux financiers autour du tourisme, les projets écotouristiques qui relèvent de multiples partenaires, souvent concurrents, s'inscrivent dans le cadre de choix politiques. S'il y a d'excellentes réalisations ayant valeur de modèle comme dans le sud du Mexique, il apparaît aussi incontestable que le prétexte écotouristique ouvre la voie à une diffusion d'urbanités touristiques depuis les côtés caribéennes vers quelques régions intérieures teintées d'un exotisme singulier très porteur comme le démontre les dits « projets

écotouristiques » dans le secteur de la lagune de Miramar, de Jerusalén ou aux alentours de la forêt Lacandona, toujours dans le sud du Mexique. L'implication effective des communautés locales est primordiale, encore faut-il savoir de quels moyens disposent-elles pour résister et/ou s'adapter aux modèles néo-libéraux qui ouvrent leurs territoires au tourisme international.

IV. L'écotourisme dans la Caraïbe : positionnements et stratégies politiques

21 L'engouement actuel pour l'écotourisme dans la Caraïbe, ou du moins la volonté d'affichage dans ce domaine, relève de choix politiques. Plusieurs cas de figure peuvent être identifiés.

22 Tout d'abord il convient de distinguer deux démarches qui s'opposent :

- *les destinations faiblement fréquentées*, éventuellement des destinations émergentes d'aujourd'hui (comme d'hier), qui entendent affirmer leur originalité sur le marché de l'écotourisme, synonyme de nature, de préservation, d'authenticité, pour percer sur le marché mondial ;
- à l'inverse *les destinations du tourisme de masse* ayant atteint un premier stade de développement qui utilisent l'écotourisme pour diversifier leur offre et diffuser plus largement les flux dans leurs territoires respectifs.
- La réflexion peut également être poursuivie sous l'angle de l'ouverture des lieux :
- l'écotourisme peut être le *vecteur d'une stratégie d'ouverture* de territoires périphériques plus ou moins développés ;
- à l'opposé, il peut servir de *prétexte pour une fermeture des lieux, d'une réservation de la ressource* au profit de quelques privilégiés.

IV.1 L'écotourisme comme stratégie de développement touristique

23 L'écotourisme permet d'afficher une offre singulière qui se démarque de la trop classique approche balnéaire. Des pays faiblement développés, dotés de densités de peuplement relativement faibles, optent pour ce type de tourisme afin de se distinguer sur un marché touristique international qui les ignore. Les stigmates du sous-développement sont alors reconvertis en atouts pour l'écotourisme (faiblesse de l'urbanisation, des infrastructures, importance des formations végétales relativement protégées). Des destinations comme l'île de la Dominique ou le Panama s'inscrivent dans cette logique qui a été initiée par le Costa Rica quelques décennies auparavant.

24 La Dominique est une destination émergente (encadré 1) dont le positionnement actuel dans le domaine de l'écotourisme est très clair : la question des revenus est essentielle pour l'avenir du pays. Il ne s'agit donc pas de développer simplement une forme de tourisme alternatif, peu rémunératrice, de préservation des ressources « pour le bien de l'humanité ». Les programmes écotouristiques servent de base au développement touristique actuelle de l'île et les autorités ont déjà engagé des programmes qui seront rapidement en contradiction (voir en conflit) avec l'écotourisme comme dans le domaine du tourisme de croisière, la construction d'une grande zone portuaire au nord de l'île ou encore la mise en place d'un programme permettant l'achat de la citoyenneté dominicaine (Weaver, 1994). Dans cette logique, l'écotourisme apparaît principalement comme une stratégie politique utilisée à des fins de développement ; l'écotourisme étant choisi à défaut du tourisme balnéaire. Il est fort probable que l'écotourisme à la Dominique se transforme en une stratégie plus lucrative financièrement.

25 La Dominique : l'écotourisme et la nature comme stratégie commerciale pour accéder au marché touristique international

26 Située entre les îles françaises de la Guadeloupe (au nord) et de la Martinique (au sud), la Dominique est la plus montagneuse des îles sous le vent. Elle s'étend sur 754 km² carrés pour moins de 80 000 habitants. Au cours des années 1970, le gouvernement de la Dominique avait essayé sans succès de développer un tourisme balnéaire. Mais sur cette île volcanique, le manque de plages au sable blanc n'a pas favorisé les investissements. De plus, la saison humide y est particulièrement marquée. Ce pays faiblement développé souffre d'un manque d'infrastructures en général.

27 Dans le cadre d'une démarche écotouristique, les trois « handicaps » originaux qu'étaient la montagne, les torrents et les chutes d'eau, l'importance du couvert forestiers sont reconsidérés comme autant de ressources attractives. D'autant plus que la faiblesse de la pression anthropique en général a favorisé la préservation des ressources naturelles. Ce petit Etat indépendant depuis 1978 dispose donc d'atouts réels pour promouvoir un tourisme axé sur la nature et la culture. Ainsi, au lieu d'essayer de concurrencer des îles comme la Barbade ou Sainte-Lucie, plus avantagées sur le plan balnéaire, « l'île Nature » de la Caraïbe a mis en exergue son caractère unique : « une nature vierge ». La campagne publicitaire lancée dès les années 1980 présentait la Dominique comme l'île aux 365 rivières ; une communication qui prenait le contre-pied des arguments touristiques habituels des îles des Antilles comme sa voisine Antigua qui se targuait d'être l'île aux 365 plages.

28 La stratégie de développement de l'écotourisme a favorisé la création d'un réseau de parcs naturels. Tout un maillage de l'île s'est organisé soutenu par une politique raisonnée en matière d'équipements hôteliers qui privilégie la construction de structures respectueuses des principes de l'écotourisme et du développement durable en général tout en contrôlant leur expansion. La décision fut aussi prise de ne pas agrandir les deux petits aéroports de l'île.

29 Aujourd'hui la Dominique possède plusieurs parcs nationaux et réserves dont les principaux sont :

- Le Parc National du Morne Trois Pitons : les 17000 acres du parc qui détient la majorité des ressources souterraines d'eau de la Dominique, plusieurs lacs et cascades dont la Piscine d'Émeraude ;
- Le Parc National Cabrits situé sur un cap au nord de Portsmouth, son littoral fait l'objet d'une réserve marine ;
- La Réserve de Forêt du Nord de l'île est un remarquable exemple de forêt tropicale primaire, refuge d'espèces endémiques comme le perroquet Sisseru.

IV.2 L'écotourisme pour se protéger du tourisme de masse

30 Face à l'affirmation d'un tourisme de masse dans la Caraïbe, à la polarisation extrême des flux dans des lieux réputés et la dégradation avancée des ressources (notamment littoral), les stratégies écotouristiques sont aussi déployées pour réserver l'usage des lieux dotés des ressources les plus prisées (les petites îles et îlots et leurs lagons). Compte tenu de la grande vulnérabilité de ces ressources et du risque de dégradation fatal que représenterait une ouverture incontrôlée au grand public, l'argument écotouristique prétexte à la protection du milieu naturel est alors fondamental. C'est l'exemple des parcs marins où les nouvelles réglementations conduisent à la disparition progressive des pratiques traditionnelles. L'accessibilité réduite, souvent l'absence de liaisons aériennes régulières, permet de contenir la fréquentation des lieux au profit de quelques élites financières internationales. Préservation des ressources et faible fréquentation des lieux au profit d'un tourisme haut de gamme vont alors de pair comme dans les petites îles de l'archipel de Saint-Vincent et les Grenadines (dans la moitié méridionale de l'Arc antillais) ou encore dans les archipels côtiers du golfe de l'Honduras, dans les eaux territoriales de l'Honduras et de Belize. L'affichage écotouristique et l'intervention de quelques ONG dites internationales, ayant des liens directs avec les principaux investisseurs touristiques, se traduisent dans l'espace par une fermeture des lieux,

avec des tarifs prohibitifs et des accès limités et contrôlés pour se prémunir des « risques » du tourisme de masse.

31 L'environnement, l'accès aux ressources et leur gestion sont au cœur de conflits d'usage qui relèvent de décisions politiques. De nouveaux résidents internationaux s'installent dans ces « derniers paradis » tandis que les populations des îles investies, incapables de survivre dans le nouveau cadre juridique imposé, dépourvues de ressources et dépossédées de leurs terres communautaires, quittent les îles côtières pour le continent proche (comme dans le golfe de l'Honduras) et/ou se concentrent dans des bidonvilles urbains.

32 Saba ou l'intérêt économique d'un micro-territoire insulaire protégé

33 L'île néerlandaise de Saba se situe au sud de l'archipel des petites Antilles et au Nord des côtes vénézuéliennes. Ce petit territoire de 13 km² est dominé par le relief volcanique du du Mont Scenery (888m).

34 L'absence de plages a limité le développement du tourisme balnéaire. Quelques petites structures du type *guest-houses* ou *écolodges* se sont déployées dans l'intérieur de l'île en relation avec la randonnée. L'écotourisme à Saba est surtout centré sur le Parc Marin de Saba. Les institutions pour la protection de la nature datent de 1987 avec la création de la première aire protégée, le parc marin de Saba, et la naissance de la Fondation pour la Conservation de Saba (fondation privée à but non lucratif). En développant une politique et une législation pour la protection et la gestion de la nature, le gouvernement de l'île travaille étroitement avec la Fondation pour la Conservation de Saba qui conseille le gouvernement et assure la gestion des espaces protégés.

35 L'objectif du Parc Marin de Saba est de contribuer à la préservation et la gestion des ressources marines de Saba. Il n'a pas été conçu pour réparer les dommages causés à l'environnement mais plutôt pour assurer la qualité de la ressource. Le parc entoure l'île du niveau des hautes eaux jusqu'à la profondeur de 60m. Un zonage sépare le parc en zones récréative ou commerciale. Un réseau de bouées facilite la plongée et prévient les éventuels dommages subis par les coraux. Ce parc administré par la Fondation pour la Conservation de Saba est l'un des rares parcs marins autonomes du monde ; il tire ses revenus des droits d'entrée des visiteurs, de la vente de souvenirs et de donations.

36 Deux nouveaux projets d'aires protégées terrestres sont également en cours d'élaboration :

- Un parc national qui recouvre 43 hectares au nord de l'île. Il recense des intérêts d'ordre historique, géologique et biologique. Tous les types de végétation de l'île y sont présents ainsi qu'une mine de soufre abandonnée, des sources chaudes ; c'est également un lieu de nidification pour les oiseaux tropicaux et quelques espèces d'oiseaux marins. Le terrain a fait l'objet d'une donation aux Amis de la Fondation de la Conservation de Saba, officiellement propriétaire depuis 1999.
- Une réserve de 8,6 hectares, « Elfin Forest Reserve », au sommet du Mont Scenery qui est constituée de deux zones recouvertes de forêt primaire. Les procédures ont pris du retard notamment en raison de problèmes fonciers car les terrains appartiennent à des particuliers. La gestion de la Réserve sera également attribuée à la Fondation de Conservation de Saba.

IV.3 De l'écotourisme au tourisme de masse

37 La destination qui opte pour le développement du tourisme par l'angle écotouristique, comme dans l'exemple de la Dominique, se trouve confrontée à un choix crucial :

- contenir les flux à quelques élites pour préserver sa ressource en essayant de s'assurer des niveaux de revenus conséquents
- garder un affichage écotouristique tout en s'ouvrant progressivement au tourisme de masse.

38 Dans le cas de cette seconde orientation qui évolue graduellement vers le tourisme de masse, les centres d'intérêts touristiques se déplacent progressivement : des parcs naturels intérieurs vers les mers et les plages ; et au niveau des pratiques : de la découverte de la flore à des approches sportives et ludiques « promenade à la cime des arbres », VTT et randonnées en 4X4). L'écotourisme sert alors de porte d'entrée sur le marché du tourisme international, avec un positionnement valorisant sur le plan éthique. Puis à mesure que se développe l'activité, les fonds privés deviennent plus importants et les structures passent officiellement de l'écotourisme au tourisme de nature, au tourisme d'aventure. Les labels « écotouristiques » d'hier demeurent inchangés. Les capacités d'accueil progressent régulièrement elles augmentent leur capacité d'accueil (plus de 30 000 chambres d'hôtels en 2002) pour aboutir à des pratiques et des volumes de touristes en contradiction avec les principes de l'écotourisme. Le Costa Rica a reçu 1 453 000 touristes internationaux en 2004 (contre 435 000 en 1990), plus de 200 000 croisiéristes.

39 L'expérience costaricienne illustre tout à fait cette logique : sa renommée en matière d'écotourisme et son rôle précurseur lui donnent encore une certaine notoriété (Raymond 2007). Les aménagements touristiques se redéplient : de l'écotourisme dans les espaces intérieurs à de nouvelles urbanisations touristiques sur les côtes qui accueillent désormais l'essentiel des nuitées touristiques. Le tourisme est désormais la première source de devise du pays avec 1,4 milliards de dollars (2004) et plus de 25% du total des exportations. Le choix de cette ouverture vers des flux touristiques plus massifs doit également être replacé dans son contexte économique : face à la crise des productions agricoles (bananes, café) qui étaient à la base de l'économie nationale, le tourisme génère 2,5 fois plus de devises que ces productions traditionnelles.

IV.4 Du tourisme de masse à la recherche d'un second souffle sur le terrain de l'écotourisme

40 Pour les destinations caribéennes qui ont bâti leurs assises touristiques sur les traditionnelles ressources de la balnéarité tropicale, l'ouverture écotouristique devient indispensable : il s'agit de mieux personnaliser leur offre, de la singulariser dans un cadre territorial original, pour répondre à une concurrence mondiale croissante qui vulgarise les grands clichés du tourisme sous les tropiques. L'engagement environnemental est alors très superficiel. L'écotourisme est une stratégie de diversification de l'offre touristique. La préoccupation principale est d'ordre économique : il s'agit de conforter sa place sur le marché et imaginer des processus qui permettront d'augmenter leur part des revenus et de mieux diffuser les flux sur leur territoire en ouvrant de nouveaux fronts touristiques. Le développement du pays est au cœur des préoccupations, son aménagement et la lutte contre la pauvreté dans les zones reculées. Les grandes destinations de la Caraïbe (comme la République dominicaine, Cuba, la Jamaïque) sont plus ou moins entrées dans cette phase au même titre que des petites îles qui disposent d'une bonne structuration de leur offre touristique classique comme Barbade ou Sainte-Lucie.

41 L'écotourisme se décline souvent comme une offre à la journée pour les clientèles des croisières et des stations balnéaires. Par exemple, en République dominicaine, le « *Punta Cana Resort and Club* » a créé dans le périmètre de son enclave littorale une Réserve Naturelle de 400 hectares, un laboratoire de la biodiversité et une « université » qui reçoivent des étudiants, et un récif artificiel qui attire les plongeurs. Dans le même secteur, le « *Coral Canoa Beach Hotel and Spa* » a aussi mis en œuvre un programme de protection pour les iguanes.

Conclusion

42 Pour l'heure, force est de reconnaître que l'écotourisme est souvent instrumentalisé à des fins politiques et économiques. Nous soulignerons trois cas de figures où l'écotourisme apparaît comme un alibi :

- l'écotourisme comme prétexte à la préservation,
- l'écotourisme comme première étape vers le tourisme de masse,
- l'écotourisme à la rescousse du tourisme de masse qui s'essouffle (diversification de l'offre et diffusion spatiale).

43 Les projets écotouristiques nécessitent d'intégrer à la fois que les dimensions de conservation et développement. Dans les îles les plus riches, comme les territoires français de la Guadeloupe et de la Martinique, des leaders locaux se plaisent à concevoir des projets dont l'unique objectif est la conservation. Pour donner une coloration touristique, on ajoute au projet de conservation l'étiquette « écotourisme ». Dans la pratique, l'habillage du projet est bien superficiel et les visiteurs ont parfois l'impression d'être abusés. Ici ce sont des financements européens qui portent le projet qui n'a aucune viabilité sur le plan touristique. À l'inverse, sur les petites îles anglophones voisines, comme la Dominique et Sainte-Lucie, qui ne disposent pas de cette manne financière, de véritables projets conciliants : pratiques touristiques – développements - conservation sont imaginés. Mais compte tenu des limites d'ordre financier que rencontrent ces programmes, les rapports entre développement et conservation sont souvent déséquilibrés au profit des aspects économiques. Leur équilibre dépend alors des possibilités de concertation entre les différents acteurs publics, privé et communautés locales. Des confrontations complexes et déséquilibrées à partir desquels se construisent les nouveaux projets avec le soutien de donateurs internationaux et d'O.N.G.

44 La plupart des activités écotouristiques dans la Caraïbe aujourd'hui se décrivent plutôt comme du pro-écotourisme en raison de l'absence de système d'éducation, d'accréditation et de certification en faveur de l'écotourisme. Le développement de cette forme de tourisme dans cette région se heurte en fait à la difficulté d'intégrer des objectifs de développement durable et plus particulièrement certains indicateurs environnementaux, sociaux et économiques dans les projets touristiques. Le besoin de choisir des indicateurs pour ces projets résulte de la constatation que le concept de tourisme durable a jusqu'à présent donné lieu principalement à des applications dans le cadre de la planification touristique notamment à l'échelle régionale.

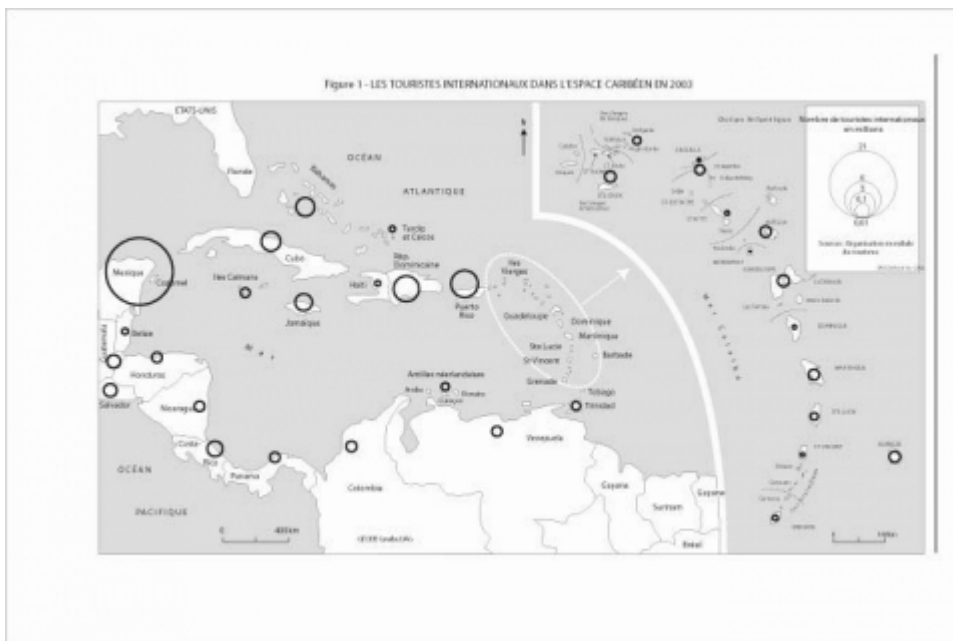
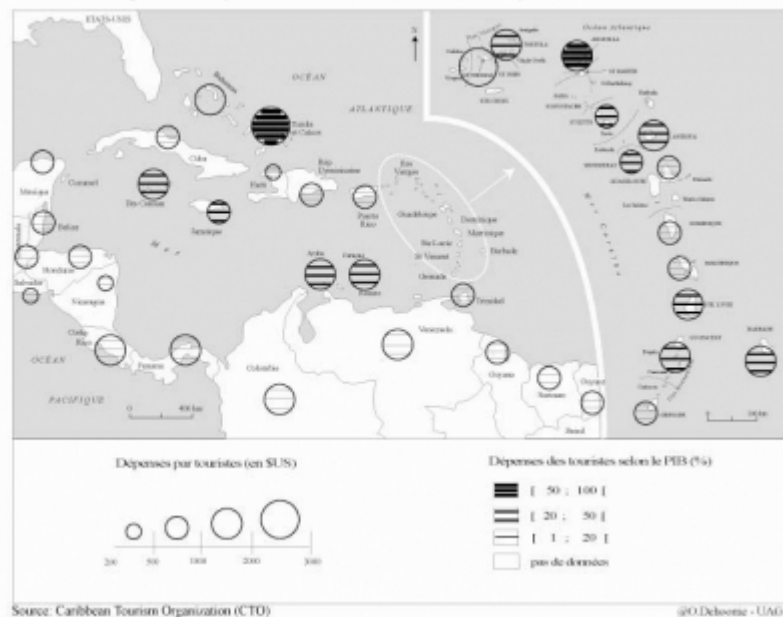


Figure 2. Les dépenses des touristes internationaux dans l'espace caribéen en 2003



Bibliographie

- Augier D. 2005. L'écotourisme à la Martinique. Mémoire Master économie-Université des Antilles et de la Guyane, 108 p.
- Blangy S., Dubois G., Kouchner F. 2002. « Ecotourisme, Expériences françaises » *Les Cahiers de l'AFIT – Guide de savoir-faire*. Paris, Agence Française de l'Ingénierie Touristique.
- Breton J.M. (dir.). 2001. L'écotourisme : un nouveau défi pour la Caraïbe ?. Paris, Karthala, Série « Iles et pays d'outre-mer », vol.1 , 454 p.
- Dehoorne O. 2006. « Le tourisme dans les Caraïbes. Logiques régionales et enjeux environnementaux ». *Terres d'Amérique*, n°5, p. 175-205.
- Duval D.T. ed. 2004. *Tourism in the Caribbean. Trends, development, prospects*. Routledge.
- Gayle D.J. & Goodrich J.N. 1993. *Tourism Marketing and Management in the Caribbean*. London : Routledge. _
- Lequin M. 2001. *Ecotourisme et gouvernance participative*. Presses de l'Université du Québec.
- Pattullo P. 1996. *Last Resorts : The Cost of Tourism in the Caribbean*. London : Castell.
- Raymond N. 2007. « Costa Rica : du petit pays « démocratique, sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement », *Etudes caribéennes*, n° 6.
- Sheller M. 2003. *Consuming the Caribbean : From Arawaks to Zombies*. London and New York : Routledge.
- The Ecotourism Society. 2004. <http://www.ecotourisme.org/index2.php?what-is-tourism>
- Weaver D. 1994. « Ecotourism in the Caribbean Basin. In E. Cater & G. Lowman ed. *Ecotourism : a Sustainable Option*, John Wiley & Sons Ltd., p. 159- 176.
- World Tourism Organization. 2003. *Sustainable Development of Ecotourism. A Compilation of Good Practices in SMEs*. World Tourism Organization.
- World Travel and Tourism Council (WTTC). 2001. *World Travel and Tourism Council, Year 2001. Tourism Satellite Accounting Research (Caribbean)*, London : World Travel and Tourism Council.

Notes

1 Dans le cadre de cette étude, par espace caribéen, nous entendons l'ensemble des îles et rivages baignés par la mer Caraïbe ; soit une zone peuplée de plus de 300 millions de personnes qui s'étend sur près de 4 millions de kilomètres carrés et se compose de territoires aux statuts politiques divers et aux niveaux de vie très contrastés : aux côtés d'une dizaine d'Etats continentaux et de 13 Etats insulaires indépendants, 16 territoires sont sous contrôle nord-américain et européen (France, Pays-Bas, Royaume-Uni). Les écarts des PNB par habitant sont de 1 à 42.

Pour citer cet article

Référence électronique

Olivier Dehoorne, Pascal Saffache et Dominique Augier, « Tourisme, écotourisme et stratégies de développement dans la Caraïbe », *Études caribéennes* [En ligne] , 6 | Avril 2007 , mis en ligne le 11 septembre 2008, consulté le 06 avril 2011. URL : <http://etudescaribeennes.revues.org/3383>

Auteurs

Pascal Saffache

Maître de conférence, Université des Antilles et de la Guyane, pascal.saffache@martinique.univ-ag.fr

Articles du même auteur

Risk Management and Disaster Mitigation : A Case study Applied to Haïti [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 15 | Avril 2010

Les petites économies insulaires et le développement durable : des réalités locales résilientes ? [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 11 | Décembre 2008

Les facteurs à l'origine de la mise en place d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP) dans l'agglomération de Fort-de-France (Martinique) [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 8 | Décembre 2007

Les petites économies insulaires et le développement durable : des réalités locales résilientes ? [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 11 | Décembre 2008

Le tourisme dans les îles et littoraux tropicaux : ressources et enjeux de développement [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 9-10 | Avril-Août 2008

Le tourisme international dans le monde : logiques des flux et confins de la touristicité [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 9-10 | Avril-Août 2008

Tous les textes...

Olivier Dehoorne

Maître de conférence, Université des Antilles et de la Guyane, olivier.dehoorne@martinique.univ-ag.fr

Articles du même auteur

Tourisme, développement et enjeux politiques : l'exemple de la Petite Côte (Sénégal) [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 9-10 | Avril-Août 2008

Le tourisme de croisière dans l'espace caribéen : évolutions récentes et enjeux de développement. [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 13-14 | Décembre 2009

Regards croisés sur les enjeux du tourisme en Amérique latine [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 13-14 | Décembre 2009

Le tourisme dans les îles et littoraux tropicaux : ressources et enjeux de développement [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 9-10 | Avril-Août 2008

Le tourisme international dans le monde : logiques des flux et confins de la touristicité [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 9-10 | Avril-Août 2008

Le tourisme dans les îles et rivages tropicaux : enjeux, menaces et perspectives [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes* , 9-10 | Avril-Août 2008

Tous les textes...

Dominique Augier

Chargée de mission, Parc naturel de la Martinique.

Articles du même auteur

Les écosystèmes marins de la Caraïbe : identification, diffusion et modes de gestion [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes*, 15 | Avril 2010

De la connaissance des milieux marins à la gestion raisonnée des ressources [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes*, 15 | Avril 2010

L'écotourisme forestier : pour un rapprochement entre tourisme et environnement à la Martinique [Texte intégral]

Paru dans *Études caribéennes*, 6 | Avril 2007

Droits d'auteur

© Tous droits réservés